

« Nous sommes un peu des survivants »

Michel et Deprez ne seront pas candidats le 26 mai. Une première depuis 40 et 49 ans ! Ex-ministre et/ou président, ils décodent l'évolution politique. Et libérale. Sans remords.

ENTRETIEN

MARTINE DUBUISSON
JUREK KUCZKIEWICZ

Ils sont complices. Complètent la phrase l'un de l'autre. Parfois se coupent la parole. S'amusent. Leurs avis convergent généralement, divergent à quelques égards. Gérard Deprez et Louis Michel ont quatre bonnes décennies de carrière politique derrière eux. Le 26 mai, ils ne seront pas candidats sur les listes du MR. L'heure de la retraite parlementaire a sonné. Le moment de jeter un regard sur le passé et le présent. Sur la politique et son évolution. Sur leur parti, aussi, qu'ils ont contribué à créer ensemble, voici 20 ans, d'abord sous la forme de la Fédération PRL-FDF-MCC, puis sous le sigle MR en 2002. Un regard de « survivants » de la vie et de la chose publique.

Depuis 1970 M. Michel, 1979 M. Deprez, vous participez aux campagnes électorales. Aujourd'hui, vous n'êtes plus candidats. Qu'est-ce que cela vous fait ?

Gérard Deprez. Je suis un peu désorienté. C'est un sentiment étrange, car j'ai fait toutes les campagnes européennes. Objectivement, je ressens un manque. J'étais prêt à y aller, mais pour des raisons qui tiennent à la vie de parti, cela ne s'est pas passé comme cela.

Louis Michel. Cela me manque ! Je suis très triste de ne pas être dans la campagne. J'aime cela. Mais c'était un choix personnel, et je m'étais engagé à arrêter vis-à-vis de mon épouse.

G.D. Tous les deux, nous sommes un peu des survivants. De la génération des années 80, Gol, Tindemans, Martens, Dehaene, Ducarme, Duquesne, Mays-tadt... ont disparu. Nous sommes donc

d'une ancienneté réelle et en même temps d'une actualité toujours présente.

Vous aviez déjà eu envie d'arrêter ?

L.M. Cela m'énerve de voir comment la société évolue, avec les réseaux sociaux que je ne critique pas en bloc, mais où, dès qu'une idée est en décalage avec la pensée unique, elle est dézinguée. Mais je suis rassuré de voir dans un sondage que 75 % des gens sont opposés à un parlement de membres tirés au sort. On pourrait imaginer un parlement consultatif, dont les membres seraient tirés au sort parmi des catégories de la société ; je suis favorable à des cooptés. Mais un véritable parlement tiré au sort ? Je ne comprends pas... Certains plaident aussi pour la limitation à deux mandats parlementaires. Mais ça impliquerait quoi ? Que les fonctionnaires deviendraient les opérateurs permanents de la gouvernance. Où est la démocratie ? Mais il est vrai que, si vous êtes obsessionnellement absorbé par votre boulot de politique, vous décollez de la réalité...

G.D. J'ai une approche un peu différente de Louis. Je pense que les gens continuent à faire confiance à la démocratie représentative en tant que telle, même s'ils sont critiques à l'égard des politiques. Le suffrage universel est une conquête majeure de l'histoire de l'humanité, et il restera toujours nécessaire. Mais il faut corriger la démocratie représentative par des intervalles entre les élections, ou par un Sénat dont les membres seraient tirés au sort parmi des gens qui accepteraient de jouer le jeu. Il faut retrouver les canaux qui permettent à ceux qui se sentent menacés de déclassement d'avoir une expression politique et de trouver des personnes qui parlent pour eux.

Ce désarroi est plus fort qu'avant ?

G.D. Oui, beaucoup plus.

L.M. Pour moi aussi. Mais la Belgique avait autrefois un système qui a été fort décrié : les permanences sociales. Chaque politique qui faisait comme moi beaucoup de terrain jouait un rôle : on écoutait les gens, on leur expliquait, et on les orientait face à leurs difficultés. Et je ne parle pas ici de copinage ou de demandes de P-V à faire sauter.

Comment rétablir ce canal entre les politiques et les citoyens ?

L.M. J'étudie une idée : celle de « tables de questions », limitées à une vingtaine de personnes de moins de 35 ans, où les citoyens peuvent poser toutes les questions à une personnalité politique ou à un expert sur un thème choisi.

Le monde politique entend-il assez ce besoin des citoyens d'être entendus ?

L.M. Il s'en rend compte, mais il n'a pas encore trouvé les réponses.

G.D. Il est de bon ton dans certains milieux intellectuels de mettre l'accent sur l'écart qui se serait accentué entre les citoyens et la politique. Mais je ne suis pas convaincu que les gens qui voteront PS, MR ou Ecolo ne feront pas confiance à leurs mandataires. Le problème est du côté de ceux qui restent en dehors du système, et qu'il faudra aller récupérer. Il existait auparavant des éléments intégrateurs, dont les piliers, par lesquels ils se sentaient appartenir à quelque chose. Or, ce monde-là a disparu.

L.M. Ce qui a durablement et profondément dénaturé la confiance du citoyen dans la politique, ce sont tous les dysfonctionnements de gouvernance...

G.D.... la corruption...

L.M.... le sentiment que ceux qui gravitent autour du pouvoir se sont arrogés des privilèges. Mais des dysfonctionnements ont été corrigés.

G.D. Tu as aussi joué un rôle important : dans la mise en place de règles du financement des partis politiques.

Elles ont suivi des scandales. Regrettez-vous qu'ils se soient produits quand vous étiez aux commandes ou êtes-vous fiers d'avoir assaini le système ?

G.D. Les deux.

A refaire, vous vous ré-engageriez ?

G.D. Je le referais. Mais plus on monte dans les niveaux, plus le pouvoir diminue et plus la distance avec le citoyen

grandit : elle existe peu au niveau local ; au niveau régional, vous avez encore du pouvoir ; mais au fédéral, entre les multinationales et l'impact de la politique européenne, les leviers ont disparu.

L.M. Ce qui me préoccupe, c'est que tout concourt à l'impuissance du politique dans ce qu'il a de plus noble.

On met souvent cette impuissance des Etats sur le compte de la mondialisation et de l'évolution libérale du monde.

L.M. C'est aussi excessif que lorsque les libéraux confondent socialisme et communisme... Ce n'est pas la mondialisation qui est en cause, mais le fait qu'il n'y a pas d'Etat-monde, de puissance publique mondiale. C'est ce qui me mobilise en faveur d'une Europe intégrée. Si nous avions une réponse univoque à ces grands problèmes, à ces montages scandaleux qui font que tant d'argent échappe au fisc, on n'en serait pas là.

Si vous étiez à la tête de l'Europe, quel changement majeur apporteriez-vous ?

G.D. Il manque un visage incarnant l'Europe. La première réforme serait d'élire un président européen au suffrage universel. Puis il faudrait doter le niveau européen de pouvoir régaliens, qui permettraient par exemple de bloquer les prises de contrôle d'actifs stratégiques par des entreprises étrangères. Trois : il faut une convergence progressive en matière fiscale et sociale.

L.M. Je suis d'accord, mais réaliser ça à 27, je n'y crois pas. Il faut un noyau dur avec les pays qui sont dans l'euro. Avec un projet de gouvernance institutionnelle et un projet économique-social. Et je suis presque convaincu que d'autres pays voudront en être. Ce pourrait être un nouveau deal européen.

Bio express

Louis Michel est né le 2 septembre 1947 à Tirlemont. Il a été membre du Parlement belge de 1978 à 2004 (député puis sénateur), bourgmestre de Jodoigne (1983-2004), président de son parti pendant dix ans, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de la Réforme institutionnelle de 1999 à 2004. Il a ensuite été, entre 2004 et 2009, commissaire européen à la Recherche puis au Développement. Depuis 2009, il est député européen, poste qu'il quittera après le 26 mai.

« Charles a plus utilisé l'expérience de Gérard que la mienne »

Le MR ne vous « utilise » plus comme candidats. Devrait-il faire appel à vous pour des conseils ?

G.D. Je ne veux pas d'un conseil des anciens ! Il n'y a pas que l'exercice d'un mandat qui fait de vous quelqu'un qui a des idées politiques. Vous pouvez les exprimer autrement, écrire, rejoindre une ONG, un think tank...

L.M. On peut s'exprimer si on veut. Le Premier ministre, que je connais bien, a utilisé beaucoup plus l'expérience et la sagesse de Gérard que la mienne ! Je peux vous le dire.

Car lui, il l'appelle !

G.D. On était d'accord sur le rôle. Tu me l'as demandé ! (rires)

L.M. Car je sais l'amitié qui vous lie et la confiance que Charles a en ton analyse et ta loyauté.

G.D. Aussi pour une autre raison : souvent, Louis et moi, on est d'accord.

Vous faites donc passer des messages...

G.D. Il m'a dit : si c'est moi qui le dis à Charles, ça va l'énerver. Donc, j'étais l'intermédiaire. Mais on était tous les trois d'accord.

L.M. Ce n'est pas moi qui disais à Deprez de le dire. On connaît sa capacité d'analyse et Charles ne pouvait bénéficier d'un meilleur conseil. C'est plus facile pour lui, car moi, je suis quand même son père !

MA.D., JKZ

Gérard Deprez

Gérard Deprez est né le 13 août 1943 à Noville, près de Bastogne.

Il entre dans un cabinet ministériel en 1974 et est élu en décembre 1981 à la présidence du PSC, un poste qu'il occupera 15 ans. Il est nommé ministre d'Etat en 1995. Début 1998, il fonde le Mouvement des citoyens pour le changement (MCC), qui rejoindra ensuite le PRL. Il a été député européen de 1984 à 2010 puis de 2014 à aujourd'hui, avec une parenthèse comme sénateur entre 2010 et 2014.

le MR « Aujourd'hui, il est aussi social que lorsque nous l'avons créé »

MA.D. ET J.K2

Louis Michel au PRL (ex-MR), Gérard Deprez au PSC (ex-CDH), vous vous êtes rejoints, fin des années 1990, autour de l'idée de créer un grand parti de centre droit. Comment cela s'est-il passé ?

L.M. Je faisais depuis longtemps l'analyse que la domination socialiste était telle qu'il n'y avait pas d'alternative susceptible d'obtenir une majorité absolue.

G.D. Je partageais ce constat.

L.M. Un jour, on a donc décidé de se voir. Et on n'a pas dû se convaincre.

G.D. Quand nous en avons parlé, tu avais des conversations avec le président du PSC d'alors, Charles-Ferdinand Nothomb. Vous essayiez de définir des stratégies communes, y compris électorales. Et Nothomb t'a demandé de m'en parler car il voulait être sûr que je n'allais pas m'opposer à l'idée. Non seulement je n'allais pas m'y opposer, mais j'allais la défendre. J'ai donné un entretien au *Soir* dans lequel j'ai prôné, à la demande de Nothomb, une fédération PRL-PSC.

Et les ennuis ont commencé ?

G.D. Et mes ennuis ont commencé... Nothomb n'était pas hostile, mais il y a eu un veto absolu de l'aile démocrate chrétienne, et les instances du parti ont basculé. On m'a interdit de continuer à développer l'idée, on m'a ostracisé, on ne pouvait m'inviter aux réunions d'arrondissements, de sections ou du parti.

L.M. Avec Nothomb, j'ai négocié loin, nous avons quasi constitué les listes, arrondissement par arrondissement.

G.D. On m'a accusé de trahison. Mais je n'ai pas trahi : je m'inscrivais dans la logique qu'on m'avait présentée !

L.M. J'ai commis une erreur. A un moment, on m'a dit de voir Philippe Mays-tadt (chef de file de l'aile démocrate-

chrétienne, NDLR). Il était d'accord de faire une alliance préélectorale avec moi, mais j'ai dit non, car je n'avais pas confiance. Je n'ai pas osé, en fait. A refaire, mille fois je dirais oui ! Il n'était pas favorable à des listes communes à la Chambre, mais proposait une liste commune au Sénat, qui servirait en quelque sorte de garantie. J'ai dit non, mais dans le fond, il avait raison. La Wallonie serait toute différente si nous l'avions fait.

Quand votre parti ne suit pas, qu'est-ce qui fait qu'après 15 ans de présidence du PSC, vous rejoignez les libéraux ?

G.D. Deux éléments. Un : je pensais que c'était la chose à faire, et j'en suis toujours convaincu. Deux : je me suis braqué car je n'ai pas supporté qu'on m'interdise d'en parler, de plaider. Je suis donc allé trouver Louis et je lui ai dit : je viens, avec ceux qui me suivront.

Aujourd'hui, vous pensez avoir réussi ce grand parti de centre droit ?

G.D. On a réussi quelque chose : qu'un courant politique écarté du pouvoir durant 12 ans - j'y ai joué un certain rôle - est revenu au pouvoir et y est en permanence au fédéral depuis 20 ans. Avec des éléments positifs : on peut parler plus ouvertement de favoriser l'investissement, de réforme fiscale, dans un objectif de développement économique. Culturellement quelque chose a changé.

Mais numériquement, vous n'avez pas atteint l'objectif de renverser le PS.

L.M. Cette opération a consolidé le parti dans sa dimension populaire. On était encore trop catalogué à droite. Avec cette opération, on est devenu beaucoup plus crédible comme parti populaire.

La création du MR a aussi contribué à affaiblir le PSC, devenu CDH ?

G.D. La démocratie chrétienne a disparu dans plusieurs pays.

Et cela vous peine, comme ex-PSC ?

G.D. J'ai toujours considéré, Louis va être un peu choqué, que les sociaux-chrétiens ont été les fers de lance de la construction européenne, avec les socialistes et avec l'accord des libéraux. Mais la démocratie chrétienne, sous l'effet de la sécularisation de la société, de l'usure du pouvoir, a presque disparu ou s'est transformée en grand parti conservateur, comme en Allemagne. Le CDH n'a pas fait ce choix-là, il a voulu rester centriste et plus orienté vers le centre gauche. Donc, le déclin, ce n'est pas nous, pas moi qui l'ai initié.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur le MR ? Correspond-il à ce que vous avez voulu faire à l'origine ?

L.M. Le programme du MR correspond, en termes de contenu, à ce qu'on a voulu faire. Le MR est la seule alternative à un gouvernement de gauche en Wallonie. Je pense qu'il y a un réel danger, ici et maintenant, à une coalition de gauche en Wallonie. Et pour l'avenir du pays. Car elle ne peut avoir de résonance positive en Flandre ; ça risque d'être un argument pour aller au confédéralisme.

G.D. La difficulté relative dans laquelle nous sommes pour l'instant procède du choix qui a été posé d'accepter une coalition avec la N-VA. Les gens croient que cela a été un choix délibéré du MR. La vérité est qu'il n'y avait pas moyen d'échapper à la N-VA à partir du moment où le CD&V avait dit qu'il n'irait pas dans un gouvernement sans elle. Et nous avons accepté ce gouvernement en espérant que le CDH accepterait d'en être. Cela ne s'est pas produit. Dans les médias francophones et dans l'opposition, le MR a été accusé de pactiser avec

l'ennemi. Une tache d'huile s'est répandue sur l'action du gouvernement, qui a été mal acceptée par l'opinion. Je n'ai pas eu de problèmes avec l'action du gouvernement. Mais j'ai été relativement frustré, ces dernières années, car il n'y a pas eu de tension dialectique entre le parti et le gouvernement. Le MR ayant le Premier ministre, pour lequel j'ai une profonde estime et une grande amitié, le parti n'a pas pu se développer comme parti, comme lieu de projets. Je ne demande pas à Louis d'être d'accord.

L.M. Non, je ne suis pas d'accord. Il n'est pas courant qu'un parti au gouvernement ait cette tension dialectique. Quand le PS est au gouvernement, le parti ne crée pas des tensions. Le parti a aussi pour mission d'expliquer ce que le gouvernement fait. Le MR n'a jamais autant réalisé son programme socio-économique qu'avec ce gouvernement-

ci. Le problème que nous avons eu est moins dû à cela qu'à l'accueil réservé à nos choix politiques. On est seul en face de la gauche, voilà notre problème.

Vous êtes le père du libéralisme social. L'expression n'est plus guère utilisée.

L.M. Je n'ai jamais utilisé le terme « libéralisme social », mais je l'ai mis en avant par des propositions, des mesures. On me l'a attribué car cela clarifie les choses. Le libéralisme ne peut qu'être naturellement, génétiquement social.

Et vous estimez que le MR est autant social aujourd'hui qu'hier ?

L.M. Oui. Il n'y a pas besoin de le remettre en avant. Le programme est le même que de mon temps. Je n'y trouve aucune mesure qui soit un déni au libéralisme que j'ai développé.

G.D. Je me définis comme réformateur. Je préfère que le mot social soit maintenu, mais les libéraux disent que libéral suffit. Je note que les dépenses sociales augmentent le plus quand les libéraux sont au gouvernement : c'est un fait, confirmé par les statistiques. J'ajoute qu'être social, ce n'est pas fermer les yeux sur certaines situations : au niveau européen, on va perdre 30 à 40 millions de travailleurs dans les 20 ou 30 prochaines années et la population âgée va augmenter. Je peux donc défendre la pension à 67 ans ; ce faisant, je suis aussi social voire plus que d'autres qui crient mais ne mettent en place aucun mécanisme pour rendre le système viable à terme. Quand je vois que 60 à 70 % des Wallons se définissent de gauche, je n'ai qu'une explication : les Wallons se perçoivent comme les dominés, les spoliés de quelque chose qui leur revient, et ils estiment légitime que les autres organisent des transferts. Il faut sortir de cette logique, qui ne conduit nulle part.